

Ville de Baie-D'Urfé

Rapport Financier

31 décembre 2019

Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Baie-D'Urfé _____

Code géographique : 66112 _____

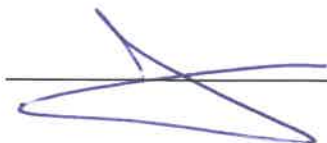
Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie MacDowell, atteste la véracité du rapport financier
de Baie-D'Urfé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-05-01

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Baie-D'Urfé

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Baie-D'Urfé («l'entité»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Baie-D'Urfé au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Baie-D'Urfé inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

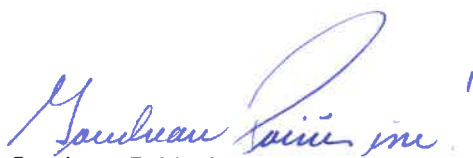
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 1er mai 2020

1. Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	18 491 130	18 435 989	17 967 988
Compensations tenant lieu de taxes	2	123 380	146 966	142 458
Quotes-parts	3			
Transferts	4	72 630	176 560	294 590
Services rendus	5	212 100	210 940	192 206
Imposition de droits	6	884 900	1 369 889	1 052 620
Amendes et pénalités	7	20 000	43 869	34 218
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	248 900	339 050	315 439
Autres revenus	10		(80 207)	176 699
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	20 053 040	20 643 056	20 176 218
Charges				
Administration générale	14	4 080 542	3 969 176	4 207 691
Sécurité publique	15	5 583 814	5 597 804	5 337 709
Transport	16	5 854 032	5 711 488	5 592 697
Hygiène du milieu	17	1 373 118	1 727 892	1 696 852
Santé et bien-être	18	120 591	121 628	117 104
Aménagement, urbanisme et développement	19	897 682	793 030	606 047
Loisirs et culture	20	1 349 431	1 985 723	1 778 288
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	21 230	18 896	39 306
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	19 280 440	19 925 637	19 375 694
Excédent (déficit) de l'exercice	25	772 600	717 419	800 524
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		27 687 890	26 887 366
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		27 687 890	26 887 366
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		28 405 309	27 687 890

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	13 042 394	9 714 327
Débiteurs (note 5)	2	2 729 367	3 461 576
Prêts (note 6)	3		87 294
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	15 771 761	13 263 197
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 420 172	3 307 698
Revenus reportés (note 12)	12	56 320	57 669
Dettes à long terme (note 13)	13	700 100	1 038 800
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	6 176 592	4 404 167
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	9 595 169	8 859 030
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	18 810 140	18 828 860
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20		
	21	18 810 140	18 828 860
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	28 405 309	27 687 890

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u> 2019	<u>Réalisations</u> 2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	772 600	717 419	800 524
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	5 519 300 ) (	1 021 405 ) (	1 746 058)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 040 125	1 094 216
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(5 519 300)	18 720	(651 842)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(4 746 700)	736 139	148 682
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		8 859 030	8 710 348
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		8 859 030	8 710 348
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		9 595 169	8 859 030

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	717 419	800 524
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 040 125	1 094 216
Autres			
-	3		
-	4		
	5	1 757 544	1 894 740
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	732 209	(160 066)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	2 112 474	790 566
Revenus reportés	9	(1 349)	(2 658)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	4 600 878	2 522 582
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 021 405)	(1 746 058)
Produit de cession	16		
	17	(1 021 405)	(1 746 058)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	(87 294)
Remboursement ou cession	19	87 294	9 200
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	87 294	(78 094)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(338 700)	(374 900)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(338 700)	(374 900)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	3 328 067	323 530
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	9 714 327	9 390 797
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	9 714 327	9 390 797
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	13 042 394	9 714 327

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Baie-D'Urfé est un organisme municipal créé le 1 janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003, chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret no 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les excédents sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17-1, 17-2 et 17-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

N/A

a) Périmètre comptable

N/A

b) Partenariats

N/A

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Baie-D'Urfé, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision à l'égard des contestations d'évaluation et la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

S.O.

b) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	- 10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	- 10, 15, 20 et 40 ans
Ameublement et équipement de bureau	- 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	- 5, 10 et 20 ans
Véhicules	- 5, 10 et 15 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le Fonds.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 13 042 394	9 714 327
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
Autres éléments		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 13 042 394	9 714 327
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 1 986 667	2 651 078
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 1 228 838	1 769 404
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 915 425	950 527
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 143 245	270 595
Organismes municipaux	15 170	210
Autres		
- Mutation, intérêts, autres	16 441 689	470 840
-	17	
	18 2 729 367	3 461 576
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 145 583	215 149
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 145 583	215 149
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	162 017
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
- Curling Club	27	87 294
	28	87 294
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	
Note		

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées

35

Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées

36

37

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées

38

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées

39

Régimes à cotisations déterminées

40

176 042

184 683

Autres régimes (REER et autres)

41

Régimes de retraite des élus municipaux

42

17 471

17 830

43

193 513

202 513

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)

44

Autres

45

46

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
10. Emprunts temporaires			
La Ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit d'un montant total autorisé de 1 700 000 \$. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel (3.95 % au 31 décembre 2019). Au 31 décembre 2019, le solde non utilisé de cette marge de crédit est 1 700 000 \$.			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	904 083	507 107
Salaires et avantages sociaux	48	384 454	374 041
Dépôts et retenues de garantie	49	922 060	835 203
Provision pour contestations d'évaluation	50	3 102 517	1 579 673
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus	53	4 465	6 803
- Organismes municipaux	54	3 172	4 871
- Gouvernement du Québec	55	66 225	
- Gouvernement du Canada	56	33 196	
-	57		
	58	5 420 172	3 307 698
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59	8 106	7 203
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	48 214	48 214
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- CARRA	68		2 252
-	69		
-	70		
-	71		
	72	56 320	57 669
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019			2018		
13. Dette à long terme						
	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,80	2,39	2020	2030	73	700 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					74	
Gains (pertes) de change reportés					75	
Autres dettes à long terme					76	
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	
Organismes municipaux					78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79	
Autres					80	
					81	700 100
						1 038 800
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	() ()
					83	700 100
						1 038 800

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2020	84	92	327 800	100	109	117	327 800
2021	85	93	289 000	101	110	118	289 000
2022	86	94	8 300	102	111	119	8 300
2023	87	95	8 600	103	112	120	8 600
2024	88	96	8 800	104	113	121	8 800
2025 et +	89	97	57 600	105	114	122	57 600
Intérêts et frais accessoires	90	98	700 100	106	115	123	700 100
	91	99	700 100	107	116	124	700 100

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	9 595 169
Tiers		8 859 030
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	() ()
Autres	128	() ()
	129	9 595 169
		8 859 030

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	130	6 381 802	158	155 298	185	2 266 608	212	4 270 492	
Eaux usées	131	3 266 581	159	59 099	186		213	3 325 680	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	8 541 354	160	134 485	187	97 643	214	8 578 196	
Autres	133	3 718 259	161	1 150 730	188	57 618	215	4 811 371	
Réseau d'électricité	134		162		189		216		
Bâtiments	135	4 575 845	163		190		217	4 575 845	
Améliorations locatives	136		164		191		218		
Véhicules	137	1 235 342	165	154 127	192		219	1 389 469	
Ameublement et équipement de bureau	138	27 813	166		193	15 457	220	12 356	
Machinerie, outillage et équipement divers	139	393 352	167	99 626	194	(57 618)	221	550 596	
Terrains	140	3 249 841	168		195		222	3 249 841	
Autres	141		169		196		223		
	142	<u>31 390 189</u>	170	<u>1 753 365</u>	197	<u>2 379 708</u>	224	<u>30 763 846</u>	
Immobilisations en cours	143	<u>2 514 735</u>	171	<u>(731 960)</u>	198		225	<u>1 782 775</u>	
	144	<u>33 904 924</u>	172	<u>1 021 405</u>	199	<u>2 379 708</u>	226	<u>32 546 621</u>	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	145	4 350 366	173	106 762	200	2 266 608	227	2 190 520	
Eaux usées	146	2 029 081	174	118 785	201		228	2 147 866	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	4 070 352	175	388 134	202	97 643	229	4 360 843	
Autres	148	1 015 766	176	176 195	203	3 056	230	1 188 905	
Réseau d'électricité	149		177		204		231		
Bâtiments	150	2 480 012	178	143 422	205	(175)	232	2 623 609	
Améliorations locatives	151		179		206		233		
Véhicules	152	941 372	180	53 703	207		234	995 075	
Ameublement et équipement de bureau	153	26 578	181	1 236	208	15 457	235	12 357	
Machinerie, outillage et équipement divers	154	162 537	182	51 888	209	(2 881)	236	217 306	
Autres	155		183		210		237		
	156	<u>15 076 064</u>	184	<u>1 040 125</u>	211	<u>2 379 708</u>	238	<u>13 736 481</u>	
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>18 828 860</u>					239	<u>18 810 140</u>	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	240		243		245		247		
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()	
Valeur comptable nette	242						249		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
-	256	
-	257	
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuellesa) Système de radiocommunication

La ville s'est engagée envers la Ville de Montréal pour l'acquisition, l'installation et la maintenance d'un système de radiocommunication. L'entente est valide du 1er janvier 2018 au 20 juin 2023. Les coûts annuels à prévoir pour les quatre prochains exercices s'établissent comme suit :

2020 :	4 763 \$
2021 :	4 826 \$
2022 :	4 884 \$
2023 :	4 426 \$

b) Entretien préventif du réseau d'aqueduc

La ville s'est engagée envers la société Simo Management inc. pour le service d'entretien préventif du réseau d'aqueduc. Cette entente, d'une durée de cinq ans, est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 et représente un coût annuel de :

2020 :	21 621 \$
2021 :	30 105 \$

c) Services d'arboriculture

La ville s'est engagé envers la société Services d'arbres Primeau inc. pour les services d'arboriculture à taux horaire. Cette entente, d'une durée de trois ans, est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 et représente un coût annuel de :

2020 :	56 357 \$
2021 :	57 533 \$

d) Nettoyage et tonte des espaces verts

La ville s'est engagé envers la société Paysagiste Montréal inc. pour le service de nettoyage et tonte des espaces verts. Cette entente, d'une durée de trois ans, est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 et représente un coût annuel de :

2020 :	42 835 \$
2021 :	42 835 \$

e) Location de salles

La ville s'est engagé envers la société Tec.Ho.Tel inc. pour la location de salles. Cette entente, d'une durée de quatre ans, est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022 et représente un coût annuel de :

2020 :	15 721 \$
2021 :	15 721 \$
2022 :	15 721 \$

f) Sauveteurs maritimes

La ville s'est engagé envers la Garde côtière auxiliaire canadienne (Québec) inc. pour la fourniture des services de sauveteurs maritimes sur le lac Saint-Louis en vertu d'une entente de trois ans échéant le 31 décembre 2021. En échange de ces services, la Ville remettra à l'organisme, en guise d'appui et afin de couvrir une partie des frais reliés

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

aux coûts d'opérations et de maintenance de leur embarcation, les sommes annuelles suivantes :

2020 : 4 000 \$
2021 : 4 000 \$

g) Collecte et transport des matières organiques

La ville s'est engagé envers la société Robert Daoust et Fils inc. pour les services de collecte et transport des matières organiques. Cette entente, d'une durée de deux ans, est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 et représente un coût annuel de :

2020 : 67 889 \$
2021 : 67 889 \$

19. Droits contractuels

La ville a conclu des ententes de location de locaux et de terrains. Les baux ont des échéances au 31 décembre 2021.

Les montants des droits contractuels relativement à ces ententes sont les suivants :

	2020	2021
Location de terrain	16 547 \$	16 547 \$
Location de local # 2	<u>70 188</u>	<u>70 188</u>
Total	<u>86 735 \$</u>	<u>86 735 \$</u>

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
	262		

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Suite à des dommages subis par un contribuable lors d'une inondation, ce dernier allègue que cette inondation a été causée par le mauvais entretien des conduites pluviales de la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Ville. Une réclamation relatives aux dommages subis sera éventuellement transmise à la Ville. Le contribuable met également la Ville en demeure d'effectuer les travaux d'entretien nécessaires afin de dégager les conduites pluviales et d'effectuer tout autre travail nécessaire afin d'empêcher qu'une autre inondation se produise.

Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il n'était pas possible de prévoir l'issue de ce débat juridique. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la charge en résultant serait imputée dans l'exercice alors en cours.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25 Événements postérieurs à la date du bilan

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'écllosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

En date du 1er mai 2020, l'entité est au courant de changements dans ses activités à la suite de la crise de la COVID-19, notamment la fermeture de ses bureaux jusqu'au 4 mai 2020 en vertu d'un décret provincial.

La direction n'est pas certaine de l'incidence de ces changements sur ses états financiers et croit que toute perturbation pourrait être temporaire; cependant, il existe une incertitude quant à la durée et à l'impact potentiel de cette perturbation.

En conséquence, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'impact potentiel sur les activités de l'entité en date de ces états financiers.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	18 491 130	18 435 989		18 435 989	17 967 988
Compensations tenant lieu de taxes	123 380	146 966		146 966	142 458
Quotes-parts					
Transferts	72 630	89 894		89 894	89 211
Services rendus	212 100	210 940		210 940	192 206
Imposition de droits	884 900	1 369 889		1 369 889	1 052 620
Amendes et pénalités	20 000	43 869		43 869	34 218
Revenus de placements de portefeuille					
Autres revenus d'intérêts	248 900	339 050		339 050	315 439
Autres revenus		(43 035)		(43 035)	45 758
Effet net des opérations de restructuration					
	20 053 040	20 593 562		20 593 562	19 839 898
Investissement					
Taxes					
Quotes-parts					
Transferts		86 666		86 666	205 379
Imposition de droits					
Autres revenus					
Contributions des promoteurs					
Autres		(37 172)		(37 172)	130 941
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
	20 053 040	49 494		49 494	336 320
		20 643 056		20 643 056	20 176 218
Charges					
Administration générale	4 080 542	3 958 356		3 969 176	4 207 691
Sécurité publique	5 583 814	5 580 056		5 597 804	5 337 709
Transport	5 854 032	5 133 019		5 711 488	5 592 697
Hygiène du milieu	1 373 118	1 494 982		1 727 892	1 696 852
Santé et bien-être	120 591	121 628		121 628	117 104
Aménagement, urbanisme et développement	897 682	789 533		793 030	606 047
Loisirs et culture	1 349 431	1 789 042		1 985 723	1 778 288
Réseau d'électricité					
Frais de financement	21 230	18 896		18 896	39 306
Effet net des opérations de restructuration					
		1 040 125		1 040 125	
Amortissement des immobilisations	19 280 440	19 925 637		19 925 637	19 375 694
	772 600	717 419		717 419	800 524
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019		2018
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	772 600	717 419	800 524
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 49 494)	(336 320)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	772 600	667 925	464 204
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		1 040 125	1 094 216
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 040 125	1 094 216
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12	8 730		9 200
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13		87 294	
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15	8 730	87 294	9 200
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	270 020)	(269 134)	(307 397)
	18	(270 020)	(269 134)	(307 397)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	405 000)	(323 000)	(547 619)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		237 373	197 314
Excédent de fonctionnement affecté	21		208 213	114 722
Réserves financières et fonds réservés	22	(106 310)	187 111	72 474
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(511 310)	309 697	(163 109)
	26	(772 600)	1 167 982	632 910
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 835 907	1 097 114

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	49 494	336 320
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(26 419)	()
Sécurité publique	3	(65 622)	(76 787)
Transport	4	(466 213)	(438 329)
Hygiène du milieu	5	(267 402)	(239 301)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(195 749)	(991 641)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(1 021 405)	(1 746 058)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	(87 294)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	323 000	547 619
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	215 055	257 159
Excédent de fonctionnement affecté	16	654 545	190 531
Réserves financières et fonds réservés	17	516 435	853 885
	18	1 709 035	1 849 194
	19	687 630	15 842
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	737 124	352 162

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	2 715 570	2 507 627	2 499 280
Charges sociales	2	740 850	627 428	645 213
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5	297 750	326 527	
Autres biens et services	6	2 868 570	2 836 110	2 877 768
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	14 160	11 715	21 162
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 470	6 576	5 497
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	600	605	12 647
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	12 323 940	12 325 672	11 733 164
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	193 630	187 417	182 771
Amortissement des immobilisations	17		1 040 125	1 094 216
Autres				
- Réclamation	18		99 421	4 937
- Autres	19	118 900	118 431	137 022
- Créances irrécouvrables	20		(162 017)	162 017
	21	19 280 440	19 925 637	19 375 694

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

Excédent (déficit) de l'exercice 11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 () ()
	17
	18

Passifs

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
	3	
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	4	
Créances douteuses	5	
Autres frais de gestion	6	
	7	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14	
	15	
Excédent (déficit) de l'exercice	16	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	
Placements de portefeuille	18	
Débiteurs	19	
Provision pour créances douteuses	20	() ()
	21	
Autres	22	
	23	
Passifs		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24	
Créditeurs et charges à payer	25	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	26	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27	
Autres	28	
Autres	29	
	30	
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31	

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 639 184	4 166 810
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 567 934	2 536 988
Réserves financières et fonds réservés	3	1 986 665	2 651 076
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	(
Financement des investissements en cours	5	955 903	240 513
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	18 255 623	18 092 503
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	28 405 309	27 687 890
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 639 184	4 166 810
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	3 639 184	4 166 810
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Mur anti-bruit (Berm)	12	551 814	879 253
- Aménagement hôtel de ville	13	787 080	809 023
- Centre de Petite Enfance	14	1 419 586	
- Travaux publics	15	155 000	155 000
- Élection	16	12 215	
- Autres	17	10	25 469
- Arbres	18	460 722	559 243
- Engagements	19	181 507	109 000
-	20		
	21	3 567 934	2 536 988
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	3 567 934	2 536 988
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Traitement des arbres - R1050	27	669 847	675 985
- Ent. Rép. bâtiments - R 1051	28	344 795	560 029
- Sys. Drainage - R 1052	29	50 936	256 490
- Ent. Espaces verts - R 1054	30	114 469	154 600
- Ent. aqueduc - R 1058	31	77 089	125 814
	32	1 257 136	1 772 918
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	729 529	878 158
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	729 529	878 158
	48	1 986 665	2 651 076

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres	58 () (
-	59 () (
-	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres	66 () (
-	67 () (
-	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres	72 () (
-	73 () (
-	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 () (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 955 903	240 513
Investissements à financer	83 () ()	() ()
	84 955 903	240 513
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 18 810 140	18 828 860
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	87 294
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 18 810 140	18 916 154
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 18 810 140	18 916 154
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (700 100) (1 038 800)	() ()
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 () ()	() ()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 145 583	215 149
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (554 517) (823 651)	() ()
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()	() ()
	100 (554 517) (823 651)	() ()
	101 18 255 623	18 092 503

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ()	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 2

Description des régimes et autres renseignements**Cadres**

La Ville a instauré, en janvier 2007, un Régime de retraite simplifié du Québec qui vise à fournir un revenu qui s'ajoutera à la rente du Régime des rentes du Québec et à la pension de la Sécurité de la vieillesse tout en offrant une flexibilité quant à l'immobilisation de certaines sommes.

La cotisation salariale de base est égale à 9% de la rémunération de base versée à l'employé au cours de l'année. La cotisation patronale que doit verser l'employeur est égale à 9% du salaire de l'employé.

Cols bleus

La Ville a instauré, en janvier 2007, un Régime de retraite simplifié du Québec qui vise à fournir un revenu qui s'ajoutera à la rente du Régime des rentes du Québec et à la pension de la Sécurité de la vieillesse tout en offrant une flexibilité quant à l'immobilisation de certaines sommes. Il s'agit d'un régime ouvert.

La cotisation salariale de base est égale à 8% et 14 % de la rémunération de base versée à l'employé au cours de l'année. La cotisation patronale que doit verser l'employeur est égale à 8% du salaire de l'employé.

Charge de l'exercice	2019	2018
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	184 683
	<u>176 042</u>	<u>184 683</u>
	<u>176 042</u>	<u>184 683</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

Charge de l'exercice	2019	2018
Cotisations de l'employeur	115	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	5	5

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2019	2018
Cotisations des élus au RREM	3 794	3 869
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	12 786	13 039
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	4 685	4 791
	17 471	17 830

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	17 281 670	17 161 087	16 639 023
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	17 281 670	17 161 087	16 639 023
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	750 000	815 713	823 369
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
- Sécurité industrielle	14	174 110	174 107	169 956
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	285 350	285 082	335 640
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 209 460	1 274 902	1 328 965
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 209 460	1 274 902	1 328 965
	27	18 491 130	18 435 989	17 967 988

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28 12 620	10 163	9 825
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32 12 620	10 163	9 825
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35 110 760	136 803	132 633
	36 110 760	136 803	132 633
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41 123 380	146 966	142 458
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52 123 380	146 966	142 458

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58		14 455	15 189
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	13 375	19 883	20 462
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75	1 000	1 615	1 013
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		1 750	(12 030)
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	6 470	11 329	13 583
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	20 845	49 032	38 217

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		112 913
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	86 666	92 466
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	86 666	205 379

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	51 785	40 862	50 994
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139	51 785	40 862	50 994
TOTAL DES TRANSFERTS	140	72 630	176 560	294 590

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>				
SERVICES RENDUS		Budget	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157		31 990	11 643
Traitement des eaux usées	158	18 000	18 000	18 000
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	18 000	49 990	29 643
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	18 000	49 990	29 643

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	183		
Évaluation	184		
Autre	185	16 583	15 552
	186	16 583	15 552
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199		
	200		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202	1 500	2 100
Traitement des eaux usées	203	61 611	67 487
Réseaux d'égout	204		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205		
Matières recyclables	206		
Autres	207	3 370	1 780
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209		
Autres	210		
	211	66 481	71 367
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216		
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		
	220		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	77 886	75 644
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		
Autres	223		
	224	77 886	75 644
Réseau d'électricité			
	225		
	226	160 950	162 563
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	210 940	192 206

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	54 900	38 997	94 794
Droits de mutation immobilière	229	830 000	1 330 892	957 826
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232	884 900	1 369 889	1 052 620
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	20 000	43 869	34 218
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	248 900	339 050	315 439
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		(87 294)	
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244		7 087	176 699
	245		(80 207)	176 699
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	190 050	173 996	173 996	163 070
Grefe et application de la loi	2	352 730	441 253	442 756	316 086
Gestion financière et administrative	3	1 018 850	951 681	931 7	1 060 460
Évaluation	4	99 053	99 053	99 053	94 998
Gestion du personnel	5	36 450	34 599	34 599	48 541
Autres	6	2 383 409	2 257 774	2 257 774	2 524 536
- Autres	7				
	8	4 080 542	3 958 356	10 820	3 969 176
					4 207 691
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	3 528 919	3 528 919	3 528 919	3 375 888
Sécurité incendie	10	1 923 780	1 923 780	16 298	1 940 078
Sécurité civile	11	71 444	67 686	1 450	69 136
Autres	12	59 671	59 671	59 671	60 374
	13	5 583 814	5 580 056	17 748	48 657
					5 337 709
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	2 408 467	1 613 333	574 546	2 119 545
Enlèvement de la neige	15	245 690	314 434	3 923	290 894
Éclairage des rues	16	59 460	49 407	49 407	52 897
Circulation et stationnement	17	25 610	41 040	41 040	32 673
Transport collectif					
Transport en commun	18	3 053 941	3 053 941	3 053 941	3 029 495
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	60 864	60 864	60 864	67 193
	22	5 854 032	5 133 019	578 469	5 592 697
					5 711 488

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	291 650	320 343	320 343	284 944
Réseau de distribution de l'eau potable	24	104 550	149 163	106 762	291 978
Traitement des eaux usées	25	164 650	133 852	133 852	120 231
Réseaux d'égout	26	89 150	63 483	126 148	207 494
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	27	529 586	519 928	519 928	433 084
Collecte et transport	28				
Élimination					
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	62 780	58 516	58 516	56 272
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31	75 380	129 687	129 687	123 842
Traitement	32				
Matériaux secs	33	10 000	9 999	9 999	6 719
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38	30 672	96 114	96 114	161 139
Autres	39	14 700	13 897	13 897	11 149
	40	1 373 118	1 494 982	232 910	1 696 852
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	99 887	100 906	100 906	98 123
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	20 704	20 722	20 722	18 981
	44	120 591	121 628	121 628	117 104
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	382 104	282 206	3 497	217 681
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47	33 416	33 416	33 416	27 804
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	473 808	465 557	465 557	353 611
Tourisme	49				
Autres	50	8 354	8 354	8 354	6 951
Autres	51				
	52	897 682	789 533	3 497	606 047

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	88 476	109 293	21 913	131 206
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55	20 250	100 500	17 311	117 811
Parcs et terrains de jeux	56	191 960	551 206	157 457	708 663
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	205 267	205 267		205 267
	60	505 953	966 266	196 681	1 162 947
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	245 720	236 997		236 997
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	597 758	585 779		585 779
	66	843 478	822 776		822 776
	67	1 349 431	1 789 042	196 681	1 985 723
	68				
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	20 630	18 291		18 291
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72	600	605		605
Autres	73	21 230	18 896		18 896
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		1 040 125	(1 040 125)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Baie-D'Urfé

Code géographique : 66112

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		155 298
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	267 401	84 002
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	54 656	326 890
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	52 906	12 200
Aires de stationnement	9	1 459	326 060
Parcs et terrains de jeux	10	168 912	252 103
Autres infrastructures	11	172 946	141 856
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	26 419	
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives			
15	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	154 127	48 214
Ameublement et équipement de bureau			
18	18		
Machinerie, outillage et équipement divers			
19	19	122 579	399 435
Terrains			
20	20		
Autres			
21	21		
	22	1 021 405	1 746 058

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		155 298
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	267 401	84 002
Autres infrastructures	27	450 879	1 059 109
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	303 125	447 649
	34	1 021 405	1 746 058

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	823 651		269 134	554 517
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6				
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	823 651		269 134	554 517
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	215 149		69 566	145 583
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	215 149		69 566	145 583
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	215 149		69 566	145 583
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	215 149		69 566	145 583
	19	1 038 800		338 700	700 100
Dettes en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	1 038 800		338 700	700 100

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	700 100
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	145 583
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	554 517
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	554 517
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	68 451
Autres organismes	20	985 094
Endettement total net à long terme	21	1 608 062
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	15 827 000
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	15 827 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	17 435 062
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1			
Évaluation	2	99 053	99 053	94 998
Autres	3	2 061 957	2 062 480	2 046 200
Sécurité publique				
Police	4	3 528 919	3 528 919	3 375 888
Sécurité incendie	5	1 923 780	1 923 780	1 840 867
Sécurité civile	6	8 354	8 354	8 110
Autres	7	59 671	59 671	48 657
Transport				
Réseau routier	8	9 547	9 547	9 269
Transport collectif	9	3 053 942	3 053 941	3 029 495
Autres	10	60 864	60 864	67 193
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	393 826	393 826	310 480
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	26 322	26 350	29 037
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	99 888	100 906	98 123
Autres	17	20 704	20 722	18 981
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	26 404	26 528	24 155
Rénovation urbaine	19	33 416	33 416	27 804
Promotion et développement économique	20	279 258	279 258	180 727
Autres	21	8 354	8 354	6 951
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	207 213	207 235	199 957
Activités culturelles	23	422 468	422 468	316 272
Réseau d'électricité				
	24			
	25	12 323 940	12 325 672	11 733 164

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 021 405	1 746 058
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 021 405	1 746 058

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
1 Cadres et contremaîtres	11,07	35,00	20 145,00	1 111 646	279 312	1 390 958
2 Professionnels						
3 Cols blancs	7,71	35,00	14 029,16	515 934	147 569	663 503
4 Cols bleus	13,66	36,00	25 575,78	758 271	177 074	935 345
5 Policiers						
6 Pompiers						
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8 Élus	32,44		59 749,94	2 385 851	603 955	2 989 806
9	7,00			121 776	23 473	145 249
10	39,44			2 507 627	627 428	3 135 055

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
11 Transport en commun					
Eau et égout					
12 Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
13 Réseau de distribution de l'eau potable					
14 Traitement des eaux usées					
15 Réseaux d'égout					
16 Autres	88 144	43 333	45 083		176 560
17	88 144	43 333	45 083		176 560

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	605	12 647
	4	605	12 647
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	3 658	5 456
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	3 658	5 456
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	9 309	13 016
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	47	271
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	9 356	13 287
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	5 277	7 916
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	5 277	7 916
Réseau d'électricité			
	40		
	41	18 896	39 306

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019	2018
	Budget	Réalizations
		Réalizations
Revenus		
Ventes d'électricité		
Domestique et agricole	1	
Générale et institutionnelle	2	
Industrielle	3	
Autres	4	
Autres revenus	5	
	6	
Charges		
Achat d'énergie	7	
Taxe sur le revenu brut	8	
Frais d'exploitation	9	
Autres frais	10	
Frais de financement	11	
Amortissement des immobilisations	12	
	13	
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()
	15	
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Immobilisations		
Amortissement	17	
Produit de cession	18	
(Gain) perte sur cession	19	
Réduction de valeur	20	
	21	
Financement		
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22	
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()
	24	
Affectations		
Activités d'investissement	25	() () ()
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26	
Excédent de fonctionnement affecté	27	
Réserves financières et fonds réservés	28	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30	
	31	
	32	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maria Tutino	43 361	16 893
Janet Ryan	9 143	4 571
Lynda Phelps	9 143	4 571
Michel Beauchamp	742	371
Andrea Gilpin	9 143	4 751
Kevin Doherty	9 143	4 571
Wanda Lowensteyn	9 143	4 571
Heidi Ektvedt	5 181	2 590

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 200 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	\$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	\$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local (ERL)* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI

NON

46 47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	<input type="text"/>
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	<input type="text"/>
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	<input type="text"/>
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	<input type="text"/>
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	<input type="text"/>
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	<input type="text"/>
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	<input type="text"/>
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	<input type="text"/>
- une blessure grave	60	<input type="text"/>
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	<input type="text"/>

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Baie-D'Urfé

Code géographique : 66112

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Baie-D'Urfé

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Baie-D'Urfé (ci-après la «ville») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'«état»).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 1er mai 2020

1. Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Baie-D'Urfé

Code géographique : 66112

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	18 140 970
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	18 140 970

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	800 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
- Sécurité industrielle	14	169 160
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	266 210
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 235 370
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 235 370
	27	19 376 340

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	11 940
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	11 940
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	92 620
	9	92 620
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	104 560
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	104 560

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)	4	X 5	0.5119 /100\$ 6				5 802 710
Résiduelle (résidentielle et autres)	7	X 8	0.5119 /100\$ 9				96 540
Immeubles de 6 logements ou plus	10	X 11	2.8889 /100\$ 12				12 103 050
Immeubles non résidentiels	13	X 14	/100\$ 15				
Immeubles industriels							
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	1.0237 /100\$ 21				138 670
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (	27 (	28	29
			18 140 970	)	)		18 140 970
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (	56 (	57	58
))		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (	27 (	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (	56 (	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (	63 (	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	[] [] 8 [] 9 [] , [] 0 [] 0 \$
Égout	2	[] [] [] [] , [] [] \$
Eau et égout	3	[] [] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[] [] [] [] , [] [] \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau au compteur résidentiel	3,5800	7	1000 gallons exc. 50000
Eau au compteur 1 1/2 pouce	3,5800	7	du 1000 gls
Eau au compteur multifamiliale	71,0000	4	1000 gal jusqu'a 40 000
Eau au compteur multifamiliale	3,5800	7	exc. 40000 gls

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	19 376 340
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	9 958 407
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	9 417 933

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	1 585 036 204
----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	[] [] 0 , [5] [9] [4] [2] /100 \$
----	---

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité			Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
					Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière								
	1		12 103 050			138 670	96 540	
	2							
	3							
Taxes sur une autre base								
	4							
	5		169 160					
Taxes d'affaires								
	6							
	7							
	8		12 272 210			138 670	96 540	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences		Autres
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	9 5 802 710		18 140 970
De secteur	10		
Autres	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 266 210		266 210
Autres	13 800 000		969 160
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 6 868 920		19 376 340

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-10	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>19 710 010 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>257 030 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>8 590 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>\$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	